



## **Sociétés et jeunes en difficulté**

Revue pluridisciplinaire de recherche

**n°5 | Printemps 2008**

**Parentalité et pratiques socio-éducatives**

---

# L'hébergement de femmes accompagnées d'enfants en CHRS : quelle incidence sur l'identité parentale ?

**Nathalie Thiery**

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/sejed/2992>

ISSN : 1953-8375

### **Éditeur**

École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse

### **Référence électronique**

Nathalie Thiery, « L'hébergement de femmes accompagnées d'enfants en CHRS : quelle incidence sur l'identité parentale ? », *Sociétés et jeunes en difficulté* [En ligne], n°5 | Printemps 2008, mis en ligne le 21 juillet 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sejed/2992>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Sociétés et jeunes en difficulté est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# L'hébergement de femmes accompagnées d'enfants en CHRS : quelle incidence sur l'identité parentale ?

Nathalie Thiery

---

## Introduction

- 1 Les CHRS sont les héritiers d'une tradition ancienne d'assistance à des personnes ayant des moyens d'existence très faibles. À l'origine destinés à l'accueil d'individus marginaux, ils se sont orientés progressivement vers un accueil plus large de personnes en difficulté sociale. Ils reçoivent aujourd'hui un nombre grandissant de familles, principalement du fait d'une féminisation de la précarité. Ainsi, selon les premiers résultats d'une enquête menée en 2004 par la DREES<sup>1</sup>, si les personnes accueillies en CHRS demeurent principalement des adultes isolés ou des couples, la présence des mineurs est en augmentation constante, ces derniers constituant aujourd'hui 36 % des effectifs des CHRS. Les femmes, 9 fois sur 10 responsables de foyers monoparentaux, deviennent majoritaires dans ces établissements (avec 51 % des adultes accueillis)<sup>2</sup>.
- 2 Cette évolution confronte de plus en plus les CHRS aux problématiques qui concernent la fonction parentale et l'éducation des enfants. Pourtant, malgré l'actualité de ces questions, peu de travaux de recherche se sont intéressés, à notre connaissance, à la parentalité dans ce type d'établissement<sup>3</sup>. Or, ce contexte institutionnel diffère de celui d'autres établissements sociaux réservés à l'accueil de femmes isolées et de leurs enfants. En effet, les structures d'accueil mère-enfant, qui sont destinées à des femmes enceintes privées de soutien et de secours ainsi qu'à des mères d'enfants de moins de trois ans, isolées et sans ressources, relèvent de l'aide sociale à l'enfance. L'admission s'y fait donc au titre de la protection de l'enfance, ce qui n'est pas le cas d'une admission en CHRS où aucune démarche administrative spécifique ne concerne l'enfant. Ces deux types d'institutions conservent ainsi leurs spécificités même si, devant le peu de places disponibles dans les établissements et l'augmentation des situations précaires, il n'est pas

rare que les services sociaux adressent indifféremment leurs demandes d'admission à des CHRS et à des structures d'accueil mère-enfant, pour une même famille.

- 3 Cet article va s'intéresser à l'influence du recours à l'aide sociale et des conditions de vie en CHRS sur l'identité parentale de femmes accueillies avec leurs enfants. L'analyse proposée s'appuie sur une recherche plus large, menée dans le cadre d'un doctorat<sup>4</sup> portant sur la dynamique de l'identité parentale de ces femmes, étudiée à partir de leur point de vue, durant la transition constituée par le séjour en CHRS. Le lien entre la construction ou le remaniement de l'identité parentale et le processus d'insertion y est également examiné, en termes de socialisation et de représentations de soi.

Méthodologie d'enquête et population

- 4 L'accès au terrain s'est révélé difficile, les établissements étant régulièrement sollicités pour des enquêtes diverses et ne souhaitant pas multiplier les interventions extérieures auprès d'un public fragilisé. Un courrier présentant le projet de recherche a d'abord été envoyé aux responsables. En cas de réponse favorable, une date était alors fixée pour notre participation à une réunion d'équipe au cours de laquelle étaient réglées les modalités pour démarrer l'enquête.
- 5 Dans chaque établissement, un courrier a ensuite été adressé par l'intermédiaire des travailleurs sociaux aux femmes répondant aux critères déterminés<sup>5</sup>. Il expliquait la démarche suivie dans des termes simples et indiquait le moyen de nous rencontrer sur place pour des précisions. Les rendez-vous ont ensuite été pris par les travailleurs sociaux ou par nous-même, soit à l'issue d'une présentation collective, soit en nous présentant directement aux personnes à des moments informels, selon les souhaits de chaque équipe et les spécificités de chaque CHRS. Les rencontres collectives ont eu lieu sur des temps organisés de manière habituelle (réunion de résidents, discussion « autour d'un thé ») ou bien se sont tenues spécialement pour cette occasion. Par ailleurs, le courrier mentionnait la garantie de la confidentialité des propos tenus durant l'entretien, particulièrement au regard des professionnels. Les femmes ont été informées, lors du premier contact, du thème général de l'entretien, de sa durée approximative et de son enregistrement. Dans chaque institution, seules quelques mères<sup>6</sup> ont accepté de confier leur parole, les autres refusant souvent par crainte de ne pas savoir s'exprimer, mais aussi parce qu'un tel thème paraissait délicat à aborder pour certaines. Les rencontres se sont déroulées dans une pièce spécialement mise à disposition ou bien dans l'espace privatif des femmes, selon leur désir ou les conditions posées par les équipes. Les entretiens ont duré de cinquante minutes à près de deux heures trente pour trois d'entre eux ; en effet, certaines femmes ont eu besoin d'utiliser les premiers temps de la rencontre pour parler de ce qui les préoccupait, et qui a été identifié comme le principal motif de l'accord donné.
- 6 24 entretiens semi-directifs ont ainsi pu être réalisés, dans 8 CHRS de la région parisienne proposant des modalités d'hébergement diverses : mode collectif ou semi-collectif (généralement une chambre individuelle et des commodités entièrement collectives ou à partager avec une ou deux autres familles), ou encore « éclaté » (c'est-à-dire un studio ou un deux-pièces indépendants, situés hors des locaux administratifs de l'établissement), ou mixte (logements indépendants regroupés dans le même immeuble).
- 7 Au moment de l'enquête, les femmes sont âgées de 21 à 47 ans, et elles sont accompagnées de 1 à 4 enfants, âgés de quelques mois à 21 ans. Parmi elles, 9 vivent en couple et une majorité sont d'origine étrangère, primo-arrivantes pour la plupart<sup>7</sup>. Les rencontres ont

eu lieu à des moments du séjour variables selon les femmes, allant de quelques mois de prise en charge à 5 années.

8 Les questions ont porté aussi bien sur la perception actuelle du séjour que sur le vécu de la période immédiatement antérieure et l'éducation reçue pendant l'enfance. Une partie de l'entretien a abordé également la projection dans l'avenir et les perspectives d'insertion. Ce procédé a permis de reconstruire rétrospectivement la trajectoire de chacune à partir du moment où la rencontre a eu lieu, sans méconnaître la limite de la réinterprétation *a posteriori* que cela suppose. Concernant spécifiquement les enfants, les questions posées ont porté sur leur adaptation à l'établissement, ainsi qu'à leur mode de garde ou de scolarisation le cas échéant, et sur le déroulement du quotidien avec eux. Toute une série de questions était consacrée au projet éducatif et aux projets d'avenir pour l'enfant, ainsi qu'aux pratiques parentales actuelles.

9 Ces entretiens ont été intégralement retranscrits et ont fait l'objet d'une analyse qualitative de contenu.

L'identité parentale, cadrage théorique

10 Ce travail s'élaborant à partir du point de vue des femmes, l'être parent est appréhendé ici à travers le concept d'identité parentale, cette dernière étant considérée comme une composante de l'identité globale. Le choix a été fait d'aborder le processus identitaire en référence au travail de Dubar<sup>8</sup> qui a développé une approche sociologique de l'identité prenant en compte la subjectivité, dans une perspective interactionniste.

11 Selon ce modèle, l'identité se construit schématiquement dans l'articulation de deux processus, un processus relationnel, avec une définition de l'individu telle que les autres l'expriment ; et un processus biographique avec une expression par l'individu d'une identité pour soi. Ces deux processus ne coïncident pas systématiquement, le désaccord entre les deux aboutissant alors à des transactions visant à réduire l'écart qui sépare les deux identités.

12 Deux formes sont envisageables : soit une transaction objective, externe, qui se réalise autour du refus ou de l'acceptation des identités attribuées ou proposées par autrui, soit une transaction subjective, interne à l'individu qui compose entre la sauvegarde d'une partie des identifications antérieures que nous nommerons « identités ancrées » et la construction de nouvelles identités à venir, les « identités possibles ».

13 Dans cette perspective, l'identité en tant que parent est constituée en identité parentale pour autrui et en identité parentale pour soi. Cette deuxième dimension renvoie au processus de parentalisation psychique qui s'élabore à travers l'expérience vécue de la parentalité. Il s'agit de l'identité du sujet telle qu'il l'exprime : « Quel parent êtes-vous ? »

14 Quant à l'identité parentale pour autrui, elle se construit à la fois en se confrontant aux actes de la vie quotidienne, à travers l'activité parentale d'éducation, et par le biais du processus de parentalisation sociale<sup>9</sup>, qui renvoie à l'axe de l'exercice de la parentalité tel que défini par le groupe d'experts réuni autour de Didier Houzel<sup>10</sup>. Elle se situe donc à un niveau symbolique qui rend compte de la signification sociale de l'« être-parent », c'est-à-dire aux attentes sociales liées au rôle de parent : « Quel parent dit-on que vous êtes ? »

15 En référence aux modèles écosystémiques du fonctionnement parental<sup>11</sup>, ce travail s'est attaché à distinguer les facteurs qui influencent l'identité parentale, saisis dans un moment particulier de la trajectoire personnelle des femmes, à travers l'analyse des discours sur leur expérience. Certains de ces facteurs sont liés à la socialisation primaire,

telles les variables socioculturelles, l'éducation reçue pendant l'enfance et l'histoire personnelle ; d'autres sont en revanche associés à la socialisation secondaire en cours, telles les pratiques et valeurs éducatives actuellement affirmées, les relations conjugales, les réseaux de sociabilité primaires et secondaires, et l'enfant lui-même.

- 16 De fortes transactions identitaires sont ainsi à l'œuvre, exacerbées par le contexte de précarité socioéconomique et par le contexte institutionnel qui font peser sur les femmes des contraintes importantes. Par ailleurs, la transition d'un environnement culturel à un autre, particulièrement sensible chez ces femmes migrantes, les confronte à des changements concernant notamment les places des parents et des enfants dans la famille, ainsi que les rapports au sein du couple parental et conjugal. Plus généralement, cette transition est marquée par le passage d'une société organisée sur le mode communautaire, à une société individualiste.
- 17 L'incidence de chacun de ces déterminants sur l'identité parentale a fait l'objet d'une analyse spécifique dans le cadre de la thèse. Cependant, comme annoncé plus haut, cet article est centré sur les résultats concernant l'influence du contexte socioéconomique et institutionnel sur l'identité parentale de ces femmes.

Précarité, processus d'insertion et identité parentale

- 18 Nous examinerons d'abord comment l'accès à la parentalité et la précarité se conjuguent, souvent en amont de l'admission (L'enfant dans le parcours de vie précaire) avant d'aborder le vécu de la prise en charge tout au long du séjour (La perception de la prise en charge). Nous nous attarderons sur les conditions matérielles dans lesquelles ce dernier se déroule, ainsi que sur les relations qui s'organisent autour de la présence de l'enfant et de la parentalité (L'image parentale menacée). Avant de conclure, nous proposerons quelques réflexions concernant des interventions socioéducatives ayant trait à cette question (Des domaines préservés au sein de l'institution).
- 19 Rappelons que les CHRS répondent à des situations de vulnérabilité et de précarité très éprouvantes. L'admission dans ces établissements est souvent l'aboutissement d'un parcours difficile, caractérisé par une désaffiliation qui peut prendre des aspects multiples au niveau familial (avec des ruptures familiales et conjugales), au niveau social (notamment par une absence d'insertion professionnelle) et également à un niveau géographique et culturel par un exil plus ou moins récent. Ces épreuves, qui ne sont pas toutes surmontées d'un point de vue psychologique, donnent aux propos tenus une tonalité douloureuse. De plus, dans ces récits de trajectoire, il est frappant de remarquer un lien fréquent entre les ruptures, affectives ou d'hébergement, et la naissance de l'enfant ou sa présence.

L'enfant dans le parcours de vie précaire

- 20 La plupart des recherches menées auprès de femmes ayant un parcours difficile – qu'elles soient sans hébergement<sup>12</sup>, accueillies en centre maternel<sup>13</sup>, incarcérées<sup>14</sup> ou bien encore en situation de très grande pauvreté<sup>15</sup> – mettent en évidence le soutien primordial incarné par l'enfant et le statut conféré par la maternité. Les femmes rencontrées ici évoquent en premier lieu l'existence de leurs enfants comme leur donnant le courage de faire face à l'adversité. Et ce, malgré la difficulté que représente l'éducation des enfants dans une telle situation, et la souffrance de la séparation lorsqu'ils sont confiés à d'autres personnes.
- 21 Toutefois, lorsque les femmes abordent les circonstances qui les ont amenées à demander une admission en CHRS, on observe que l'annonce de la grossesse peut conduire à une

dégradation sérieuse de leur situation. En effet, si quelques femmes revendiquent un désir d'enfant, la plupart déclarent ne pas avoir eu de projet parental au moment où elles ont découvert qu'elles étaient enceintes, les circonstances ne s'y prêtant pas. L'annonce de la grossesse est ainsi à l'origine de ruptures avec la famille, ou avec le père de l'enfant lorsqu'il ne l'accepte pas. De même des amis ou des personnes de rencontre peuvent mettre fin à un hébergement pour ce motif, la raison invoquée étant alors le manque de place dans des logements déjà surpeuplés. Ces ruptures relationnelles obligent les femmes à rechercher d'autres solutions, voire les mettent à la rue, sans abri, dans les cas les plus dramatiques.

- 22 À la suite d'études menées auprès de femmes sans abri, des auteurs avancent que la maternité potentielle ou réalisée constitue une relative protection contre ce type de risque<sup>16</sup>, et que les femmes accompagnées d'enfants sont orientées plus rapidement vers des prises en charge moins précaires<sup>17</sup>. Mais cette protection due au statut de mère semble surtout être opérante pour les femmes les moins désocialisées et en capacité de mobiliser les ressources disponibles dans leur environnement. En outre, si la présence d'un enfant, *a fortiori* d'un nouveau-né, mobilise les intervenants sociaux en vue de sa protection, les places dans les structures d'accueil adaptées ne suffisent pas au regard des besoins. Les témoignages des femmes rencontrées corroborent d'ailleurs les observations des acteurs de terrain, pour qui l'augmentation de la présence de femmes accompagnées d'enfants en errance dans la rue, est notable ces dernières années<sup>18</sup>.
- 23 Enfin, les périodes de la grossesse et des premiers mois de l'enfant sont identifiées par les femmes comme déclenchant ou aggravant la violence conjugale, ce qui les pousse à quitter leur domicile<sup>19</sup>. La vulnérabilité sociale s'ajoute pour elles à la vulnérabilité physique et psychologique qui caractérise ces périodes particulières. Dans un premier temps, certaines ne bénéficient même pas de la protection sociale due à la présence de l'enfant, par manque d'information ou à cause d'une situation administrative irrégulière. La venue de l'enfant et l'accès à la parentalité sont donc loin de s'accompagner de la reconnaissance sociale habituellement attachée au statut de mère. Au contraire, le contexte de désaffiliation sociale et de précarité fragilise véritablement l'identité parentale à un moment crucial de sa construction.  
La perception de la prise en charge
- 24 Parallèlement à cette vulnérabilité spécifique, les informations recueillies au sujet du vécu du séjour font apparaître un rapport de dépendance aux professionnels qui, associé aux contraintes institutionnelles, entachent les représentations de soi et affectent également l'image parentale présentée aux enfants.
- 25 Les femmes se sentent notamment infantilisées par les contraintes imposées par les règlements intérieurs et les pratiques de contrôle<sup>20</sup>. Ainsi, les visites imprévisibles des professionnels dans les espaces privés, afin de vérifier le respect du règlement intérieur, sont perçues comme une intrusion. L'obligation de déposer les clés de la chambre à l'accueil est un autre exemple de règle contestée parce qu'interprétée comme un manque de confiance. Le contrôle du budget, pratiqué dans une visée pédagogique, est encore plus difficile à accepter car, contrairement aux règles précédentes qui peuvent être motivées par un souci de sécurité, il met directement en question la liberté des femmes et leur capacité de discernement.
- 26 Parmi les contraintes le plus fréquemment évoquées, la réglementation des visites ou leur interdiction constitue une restriction de la sociabilité particulièrement mal vécue car les

conditions dans lesquelles les rencontres avec des tiers sont autorisées manquent à la fois de convivialité et d'intimité. Les espaces privatifs sont en effet interdits aux visiteurs dans une majorité d'établissements, en particulier ceux organisés sur le mode collectif. Outre le fait que ces dispositions rappellent aux femmes qu'elles bénéficient d'un hébergement social, l'impossibilité de rendre l'hospitalité qui leur est offerte ponctuellement par des proches les place en position de débitrice, peu confortable.

- 27 Pourtant, presque toutes les femmes déclarent entretenir de bonnes relations avec les professionnels, allant parfois jusqu'à les décrire sur un mode amical, ce qui constitue une autre façon de rétablir un l'équilibre dans le rapport assistant/assisté<sup>21</sup>.
- 28 Cela n'empêche pas des crispations de survenir, car les travailleurs sociaux incarnent une forme d'autorité qui influence les décisions concernant directement les usagers. Les femmes attribuent en effet un rôle important à la qualité des relations avec les professionnels, aussi bien dans le maintien de la prise en charge que dans la contribution à une réduction de sa durée, débouchant sur une solution de logement autonome<sup>22</sup>.
- 29 C'est pourquoi ces relations font l'objet de stratégies élaborées plus ou moins inconsciemment et qui s'inscrivent dans une tentative de distanciation du statut d'assisté. Pour autant, il demeure des variations subjectives de la distance au statut assigné par ce biais, selon le vécu antérieur et le moment où se situe l'entretien dans la trajectoire des femmes.
- 30 Ainsi, un groupe de femmes ayant subi des violences ou ayant connu des conditions de vie particulièrement dégradées se montrent soulagées d'y être soustraites et disent le changement appréciable que constitue l'entrée en CHRS pour elles et leurs enfants. De ce fait, aucune réserve sur leur position de bénéficiaires de l'action sociale n'apparaît dans leurs propos, ni aucune critique des équipes d'intervenants. Il est à noter que presque toutes ces femmes ont eu besoin d'évoquer longuement leur passé et les circonstances dans lesquelles elles sont arrivées au CHRS. Ces caractéristiques se retrouvant parmi les personnes ayant une durée de séjour plutôt courte, de l'ordre de quelques mois à une année, on peut supposer qu'elles sont encore dans une phase de reconstruction où il est nécessaire pour elles de revenir sur les événements traumatisants qu'elles ne sont pas parvenues à dépasser. Ce vécu semble plus douloureux que le statut de bénéficiaire de l'aide sociale, qui reste à l'arrière plan.
- 31 À l'opposé, les femmes ayant une durée moyenne de séjour d'environ une ou plusieurs années ont véritablement conscience de leur statut dévalorisé, mais elles cherchent à s'en distancier par différents moyens.
- 32 Il existe peu de critiques explicites des autres résidentes, ou de stratégies de distinction ouvertement marquées à leur égard, comme celles qui ont pu être relevées par S. Paugam<sup>23</sup> auprès de bénéficiaires de l'aide sociale de la commune de Saint-Brieuc et par P. Donati *et al*<sup>24</sup>, auprès de femmes en centres maternels. Certaines femmes soulignent cependant des comportements désapprouvés, ou manifestent de la compassion pour des situations différentes de la leur, jugées plus graves<sup>25</sup>.
- 33 Cela n'empêche pas la mise en place d'autres stratégies de distanciation du statut d'assistée, telles que la tendance à minimiser les inconvénients par rapport aux avantages qu'il est possible d'en tirer. Il peut s'agir également de la mise en avant de leur capacité d'adaptation, comme moyen de négocier une position plus valorisée face aux professionnels en apportant la preuve de leur motivation à « s'en sortir ». Certaines

tiennent également à faire savoir par ce biais que, malgré l'aide dont elles bénéficient au CHRS, elles ne se satisfont pas de leur situation.

- 34 Parallèlement, plusieurs femmes rencontrées pour l'enquête tendent à banaliser le fait de vivre en foyer en soulignant la généralisation des problèmes actuels d'emploi et de logement, auxquels des membres de leur famille ont d'ailleurs été soumis également. Elles insistent sur le côté transitoire de leur situation et la relativisent. Cette attitude se relève surtout chez des femmes ayant moins d'un an de séjour et ne faisant pas état d'un vécu traumatique du parcours antérieur.
- 35 En revanche, les femmes hébergées depuis quatre ou cinq années ne paraissent pas éprouver le besoin de se différencier du statut d'assistée, même si elles disent leur lassitude face une situation qui perdure et dont l'issue demeure incertaine. Elles décrivent des relations tendues avec les travailleurs sociaux dont elles critiquent l'action, se sentant peu soutenues. Leur discours rend compte d'une sorte d'impuissance devant les difficultés, empreinte d'une douleur diffuse.
- 36 Les règles régissant tous les aspects de la vie en collectivité constituent en effet un rappel constant de leur statut particulier et finissent par devenir pesantes dans la durée. D'une manière générale, ce ressenti devient moins présent lorsque l'espace privatif permet une autonomie d'un point de vue matériel, se rapprochant ainsi d'un logement ordinaire. À l'inverse, ce sont dans les CHRS où les moments de vie quotidienne doivent être partagés avec d'autres personnes que les contraintes apparaissent le plus difficilement perçues.
- 37 À cet égard, l'évolution dans le temps de la perception du statut de bénéficiaire de l'aide sociale renvoie aux étapes de la « carrière morale des assistés » décrites par S. Paugam<sup>26</sup> : « assistance différée », « assistance installée », « assistance revendiquée ». Dans le cadre des CHRS, ces différentes étapes ne peuvent être superposées exactement aux expériences vécues du recours à l'aide sociale, car l'hébergement en institution vient signifier de fait l'existence d'une assistance, et la limitation de sa durée prévient le passage à la dernière phase (assistance revendiquée), où ne subsiste aucune motivation à l'emploi. Néanmoins, la tendance à une intériorisation progressive d'un statut d'assisté se remarque également chez les mères interrogées. Si la motivation à l'emploi, solution quasi incontournable pour quitter le CHRS, reste toujours affirmée, les démarches d'insertion n'occupent pas une place constante dans les préoccupations des mères rencontrées. Elles apparaissent plus ou moins à l'état de projet dans les premiers temps de la prise en charge, du fait de la nécessité préalable d'un travail psychique d'objectivation de leur situation, souvent accompagné de la restauration d'une santé physique et psychologique, ainsi que d'une régularisation des droits administratifs. Dans un deuxième temps, au contraire, l'insertion professionnelle et les recherches de logement reviennent au premier plan, les femmes redoutant les conséquences d'un hébergement qui se prolongerait. La fréquence de ces démarches faiblit cependant à mesure que les durées de séjour augmentent, avec l'apparition du découragement et d'un sentiment d'impuissance<sup>27</sup>.

L'image parentale menacée

- 38 Certaines mères s'inquiètent de la répercussion de ce statut dévalorisé sur l'image parentale donnée à leurs enfants. Elles craignent en particulier un manque de respect de la part de ces derniers, qui mettrait à mal leur autorité si la situation venait à perdurer.
- 39 Pour elles, le respect d'autrui, et plus particulièrement des adultes, fait partie des valeurs primordiales à inculquer à l'enfant dans l'optique d'une « bonne éducation ». En contrepoint, les risques de mettre celle-ci en échec sont identifiés en termes de perte de



contrôle des parents sur l'enfant. Les femmes appréhendent les conséquences, pour leur enfant, des bouleversements survenus dans leur existence, et elles s'interrogent sur les pratiques éducatives susceptibles d'être les plus opérantes dans un tel contexte. En filigrane se lit l'importance d'une identité parentale valorisée face à autrui, mais aussi à leurs propres yeux et à ceux de leur enfant<sup>28</sup>.

- 40 Cependant, si la majorité des femmes reconnaissent l'amélioration que constitue l'hébergement en CHRS par rapport à la situation d'urgence antérieure, les conditions de vie au quotidien dans les établissements ne facilitent pas l'activité parentale d'éducation. D'autant que la plupart des femmes interrogées bénéficient d'un accueil en collectivité où les locaux et le fonctionnement sont rarement adaptés à la vie de famille. Le manque d'espace et d'intimité entraîne une promiscuité permanente entre les parents et les enfants, source de tensions. L'inadaptation aux besoins des enfants est en outre relevée par les mères comme une des difficultés supplémentaires à contourner pour éviter des conséquences sur le développement de l'enfant, ses apprentissages ou sa scolarité<sup>29</sup>.
- 41 La promiscuité entre co-résidents s'avère également problématique, du fait des conflits susceptibles de naître de conceptions éducatives divergentes chez les parents. Dès le plus jeune âge, les mères craignent en particulier une influence négative des autres enfants sur le leur, qui supplanterait celle de l'autorité parentale en cas de relâchement de leur contrôle. La toute-puissance de l'enfant « *capricieux* », la propension au « *copiage* », sont des caractéristiques fortement désapprouvées car, à l'extrême, elles peuvent laisser présager un danger de déviance, voire de délinquance, qui pourrait mettre à mal la cohésion familiale et signer l'échec parental.
- 42 L'ensemble des contraintes qui s'imposent aux femmes au sein des institutions (règlements intérieurs, vie en collectivité ou conditions matérielles) ont donc des répercussions effectives sur l'activité parentale d'éducation. Elles y apportent des limites importantes, en ne permettant pas toujours la mise en œuvre des pratiques éducatives souhaitées.
- 43 Comme cela a été souligné précédemment, la présence des enfants constitue un soutien essentiel, signalé dans toutes les études portant sur des femmes connaissant des difficultés graves. Ce soutien s'exprime différemment selon leur âge. Ainsi, les mères rapportent des gestes affectueux qui se veulent réconfortants, notamment de la part des plus petits, tandis que les plus grands se manifestent plutôt par une écoute attentionnée et des paroles d'encouragement, voire une aide matérielle. Les adolescents prennent ponctuellement en charge leurs cadets et secondent leur mère sur le plan éducatif. Ils leur rendent aussi des petits services dans l'organisation de la vie quotidienne.
- 44 Interrogées sur le vécu de leur enfant, les mères des plus jeunes pensent qu'ils ne souffrent pas du fait de vivre en foyer, hormis en ce qui concerne le manque d'espace et l'inadaptation des conditions matérielles à leur besoins, déjà évoqué. D'après leurs dires, ils sont trop petits pour comprendre la situation familiale. Quelques mères ayant fait l'expérience d'une période éprouvante juste avant l'entrée en CHRS, et soulagées d'y avoir mis un terme, estiment quant à elles que le séjour est bénéfique pour leurs enfants. Elles expliquent qu'il leur apporte davantage de stabilité et de sécurité, ainsi que des conditions de vie plus épanouissantes.
- 45 Par contre, pour celles qui expriment un sentiment de disqualification sociale, la menace d'une extension de cette disqualification à l'image parentale existe, notamment parce que la subordination des parents vis-à-vis de l'aide sociale, et par conséquent des

professionnels, se révèle aux enfants à travers les modalités de l'hébergement social. Ainsi, outre les multiples difficultés d'organisation qui compliquent l'activité parentale d'éducation, la perception qu'ont les mères du vécu de leur enfant<sup>30</sup> porte atteinte à leur représentation de soi. Elles sont tout d'abord sensibles à leurs réactions face à une prise en charge qui se révèlent culpabilisantes et qui altère leur image de « bon parent ». Plusieurs mères font ensuite état de la stigmatisation vécue par leurs enfants du fait de leur hébergement en institution, qu'ils essaient de dissimuler aux yeux de leurs camarades d'école. Les enfants se montrent en effet réceptifs aux valeurs véhiculées au sein des lieux de socialisation qu'ils fréquentent, et comparent leurs modes de vie avec ceux de leurs pairs. Les femmes estiment ainsi que les enfants plus âgés ont conscience assez tôt (vers 6 ou 7 ans) de leur différence. Elles observent également chez les enfants des réactions – difficultés scolaires, problèmes de comportement, pathologies diverses – qu'elles attribuent à leur vécu négatif de la situation.

- 46 Enfin, certaines mères rapportent les propos explicites de leurs enfants qui se montrent très critiques – à l'adolescence en particulier – envers les moyens déployés par leurs mères pour faire sortir la famille de la précarité, et qui exercent une pression pour que la famille accède à une situation plus conforme à la normalité.

Des domaines préservés au sein de l'institution

- 47 Outre les contraintes institutionnelles et le contrôle exercé par les professionnels, la vie en collectivité impose une proximité avec les co-résidents dans presque tous les moments du quotidien, réduisant fortement la possibilité d'échapper au regard d'autrui sur soi. En réaction à cette omniprésence intrusive, les femmes aménagent des espaces protégés où elles conservent une relative maîtrise, dont elles sont dépossédées par ailleurs.
- 48 Ainsi, elles mettent en avant une grande discrétion à l'égard des autres familles et de leurs pratiques éducatives, en partie par crainte des tensions relationnelles qu'une ingérence dans ce domaine pourrait provoquer. La difficulté de vivre ensemble est en effet largement décrite, mais il semble également que cette réserve soit considérée comme une valeur morale, associée à la préoccupation de ne pas colporter des propos qui pourraient desservir les co-résidents, et se retourner contre elles-mêmes : d'éventuels conflits pourraient rendre le séjour problématique et, dans les cas les plus graves, y mettre un terme. C'est pourquoi l'entraide entre familles est relativement restreinte. Elle n'est d'ailleurs pas encouragée par les institutions, notamment pour des raisons analogues. Une solidarité entre femmes et l'échange de conseils éducatifs existent cependant, entre un petit nombre de mères, choisies par affinités et partageant les mêmes valeurs.
- 49 Parallèlement, l'éducation est située par les femmes dans un registre privé où seules des personnes proches, et notamment les membres de la famille, sont habilitées à intervenir, que ces derniers soient physiquement présents dans l'entourage ou que les relations se maintiennent uniquement par téléphone. Bien que la sociabilité des femmes soit généralement peu développée, la présence de liens forts ne doit pas être occultée. Ils procurent un soutien apprécié, particulièrement de la part d'une figure maternelle expérimentée – généralement leur mère – ou d'une personne ayant connu une situation similaire. Il s'agit surtout d'un soutien psychologique et de conseils portant sur la situation globale de la famille et plus particulièrement de l'éducation des enfants.
- 50 À ce propos, notons que le soutien apporté par les personnes de l'entourage, tout comme la sociabilité développée dans les institutions, constitue un ancrage dans la socialisation

primaire. Cet ancrage permet une continuité identitaire dans un moment où de nombreux remaniements s'imposent à ce niveau, compte tenu des changements divers que les femmes hébergées doivent affronter. Il correspond au besoin de se réassurer face à des modèles en forte mutation qui ont trait, entre autres, aux rapports du féminin au masculin et du paternel au maternel, ainsi qu'au passage d'une société organisée sur un mode communautaire à une société individualiste. Dans ce dernier cas, il se produit une transition d'un modèle de famille où les places sont hiérarchisées selon les générations, à celui d'une famille fonctionnant sur un mode égalitaire.

- 51 D'un point de vue identitaire, l'aménagement par les femmes de domaines préservés dans l'institution, c'est-à-dire l'espace privatif aussi bien que l'éducation de l'enfant, ne peut que renvoyer au besoin d'une préservation de l'identité menacée à différentes occasions et à différents degrés<sup>31</sup>.
- 52 Concernant le rôle des travailleurs sociaux, les femmes s'accordent pour reconnaître qu'il ne se limite pas au seul suivi administratif de la prise en charge, et qu'ils sont aussi les garants du bon fonctionnement de la collectivité au quotidien, en l'organisant et en rappelant éventuellement les règles. Elles ont d'ailleurs conscience qu'ils ont un regard sur leur manière de s'occuper de leur enfant, et qu'ils l'évaluent. Cependant les questions concernant l'éducation ne sont pas perçues comme faisant légitimement partie des attributions des travailleurs sociaux et la confiance leur est difficilement accordée dans ce domaine. Bien que plusieurs se sentent valorisées par des remarques positives dans ce registre, beaucoup sont réticentes à l'évocation d'une possible intervention dans leur manière d'agir avec leur enfant.
- 53 Cela tient notamment au fait que les familles ne considèrent pas les CHRS comme des services en charge de l'éducation de l'enfant<sup>32</sup>. D'autant que les missions officielles des CHRS ne font référence ni à l'éducation des enfants, ni à leur protection<sup>33</sup>. Nous l'avons dit, d'un point de vue administratif, si les prises en charge sont faites à la demande des bénéficiaires (la mère ou les parents), l'enfant ne fait l'objet d'aucune démarche spécifique, étant considéré comme simple accompagnateur de ces derniers<sup>34</sup>.
- 54 Les femmes connaissent par ailleurs l'importance accordée en France à la protection de l'enfance. La vigilance des professionnels<sup>35</sup> concernant la sécurité des enfants dans l'établissement, les soins qui leur sont donnés ou l'attention dont ils font l'objet, sont ainsi perçus en termes de contrôle s'exerçant sur les mères. Bien qu'elles reconnaissent le bien-fondé de cette position dans l'intérêt de l'enfant, la présence permanente de ce dernier à leurs côtés qu'elle suppose devient quelquefois pesante, car les possibilités de relais sont rares et uniquement de courte durée. Cependant, les mères qui affichent leur acceptation de cette vigilance sont souvent celles qui déclarent que les professionnels ont une bonne opinion de leurs compétences éducatives, car c'est l'occasion pour elles de se différencier d'autres parents jugés moins attentifs.
- 55 Bien que les professionnels n'aient pas été interrogés dans le cadre de cette recherche, certaines équipes ont, lors des rencontres préliminaires à l'enquête, indiqué que le soutien à la fonction parentale faisait partie de leurs préoccupations et mentionné des actions menées dans cet objectif<sup>36</sup>. Ces initiatives, lorsqu'elles sont évoquées par les mères, le sont essentiellement en termes de surveillance et de contrôle, hormis l'existence de lieux ou de moments de convivialité autour des enfants qui semblent davantage appréciés.

- 56 Dans le même ordre d'idées, certaines mères approuvent le suivi dont la santé de l'enfant fait l'objet, bien qu'elles le situent également dans le registre du contrôle pratiqué par les travailleurs sociaux. D'une manière générale, les informations qui touchent à la santé des enfants et à la puériculture, sont perçues par les mères comme importantes, et les professionnels qui les délivrent sont reconnus en tant qu'experts. Ainsi, les médecins et autres soignants sont des personnes de qui les mères acceptent plutôt facilement des conseils, qu'ils fassent partie des institutions ou qu'ils exercent à l'extérieur, en PMI ou en hôpital, car le bénéficiaire en est l'enfant. Cet aspect est probablement renforcé du fait que la majorité des femmes sont originaires de pays où les systèmes éducatif et de santé sont peu développés et qu'elles apprécient les avantages des dispositifs français en faveur de l'enfance. Les attitudes sont plus mitigées face aux psychologues. Certaines femmes considèrent que ces derniers peuvent les aider à mieux agir par rapport à leurs enfants ou à comprendre leurs propres difficultés, tandis que d'autres sont plus sceptiques et n'acceptent une prise en charge pour les enfants que lorsqu'elle est demandée par l'école.
- 57 Par ailleurs, à travers les relations avec les travailleurs sociaux, se réalise une prise de conscience des attentes sociales à leur égard. En effet, ces derniers ne sont pas seulement les agents du contrôle exercé dans les institutions, ils sont aussi les représentants de la société française auxquels les femmes ont le plus directement accès. À ce titre, ils deviennent des agents de leur socialisation secondaire, participant à une forme d'acculturation sur la base des modèles dont ils sont porteurs, modèle éducatif mais aussi modèle concernant la place de la femme dans la famille et dans la société<sup>37</sup>.

Des interventions socioéducatives autour de la parentalité en CHRS ?

- 58 L'ensemble de ces résultats montre que le contexte socioéconomique et institutionnel a une réelle incidence sur l'identité parentale. En entravant les possibilités de se situer socialement comme individu indépendant, la situation d'adversité et le statut de bénéficiaire de l'aide sociale altèrent globalement les représentations de soi comme individu à part entière, au sens où l'entend R. Castel<sup>38</sup>, c'est-à-dire en mesure de développer des « stratégies, entendant par là la possibilité de choisir certaines options, de prendre des initiatives, de développer des projets, etc., qui sont effectivement des prérogatives que l'on prête aux individus ».
- 59 Les représentations de soi en tant que parent sont également touchées, notamment parce que les événements biographiques et le contexte socioéconomique défavorable ne permettent pas une reconnaissance sociale du statut de mère, au moins au moment le plus critique de la transition. En outre, les conditions de vie en institution risquent de porter atteinte à l'image donnée à leur enfant. Or les femmes y attachent une grande importance et tiennent également à conserver une certaine dignité en tant que parent, aux yeux des autres, proches ou travailleurs sociaux.
- 60 Si l'hébergement en institution vient signifier de fait le recours à l'aide sociale et le rapport de dépendance qui en découle, le projet d'insertion s'inscrit au contraire dans une perspective d'autonomie personnelle. Cet objectif est relayé par des interventions socioéducatives, elles-mêmes sous-tendues par des modèles de référence marqués par la démocratisation des relations familiales. Reflétant les évolutions sociales contemporaines, ces modèles interviennent dans la définition des rôles de chacun dans la famille, parents et enfants, et dans celle des rôles sociaux qui leur sont associés. L'accompagnement social dont bénéficient les femmes est ainsi marqué par des attentes spécifiques des intervenants. Elles doivent donc aborder les changements qui se

présentent à elles, en répondant à ces attentes élaborées dans une autre logique que la leur. Entre des sociétés organisées sur le mode communautaire et une société dominée par l'individualisme, non seulement le positionnement de l'individu diffère, mais c'est également les cas des conceptions de vie. Il leur est ainsi demandé d'être actrices de leur vie, d'établir des projets, là où auparavant elles avaient à se préoccuper de leur insertion dans un ordre sociofamilial, empreint d'une référence forte à la notion de destinée<sup>39</sup>, où il existe peu de marge d'autonomie.

- 61 Néanmoins, si les valeurs des intervenants sociaux risquent d'être en décalage avec celles qui ont cours dans le milieu d'origine des femmes, elles peuvent également être le support de nouvelles identités pour elles, d'autant qu'en raison de leur sociabilité restreinte, les professionnels sont souvent les principaux représentants du « monde extérieur » que les femmes fréquentent régulièrement, en particulier lorsqu'elles ne travaillent pas<sup>40</sup>. De par leur ancrage dans la société où les femmes sont amenées à s'insérer et malgré le risque d'une imposition normative, les travailleurs sociaux sont donc susceptibles d'ouvrir des possibles.
- 62 Si les identités s'élaborent dans la confrontation au regard d'autrui, celle-ci s'accompagne d'une certaine mise en scène de soi. Or, l'enquête de terrain a révélé clairement que les femmes souhaitent présenter une image positive d'elles-mêmes. Leur discours, orienté dans ce sens, tient compte des attentes des professionnels repérées comme étant celles de la société dominante. Dans les entretiens, elles mettent ainsi en avant les aspects qui les valorisent en tant que « bon parent », ainsi que leur capacité d'autonomie, tout en banalisant leurs difficultés, lorsque ces dernières sont exprimées. Pour autant, les stratégies de différenciation par rapport aux co-résidents relevées dans les centres maternels<sup>41</sup>, bien que présentes, restent relativement discrètes. Ces distinctions, qui visent à sauvegarder l'estime de soi, portent davantage sur la gravité des situations et l'importance des difficultés rencontrées, que sur les compétences parentales ou les capacités à se mobiliser pour l'insertion. En particulier, les allusions à des pratiques éducatives qu'elles désapprouveraient chez d'autres parents sont plutôt modérées, comme si les femmes ne voulaient pas paraître jugeantes. Sans doute la dimension éducative est-elle également moins prégnante dans les CHRS que dans les centres d'accueil mère-enfant. Ceci peut expliquer le fait que les femmes ressentent moins de pression à ce niveau, même si elle existe indéniablement. Les transactions identitaires, visant à accommoder leur identité aux attentes institutionnelles, se révèlent moins dans la différenciation avec autrui que dans la présentation positive de soi, demandant à être reconnue par les professionnels.
- 63 L'opinion des professionnels sur leur manière d'exercer leurs fonctions parentales compte, en effet, pour les femmes. Comme le remarquent B. Demonty, D. Jouret et J.-P. Pourtois, dans une étude sur un centre belge d'accueil pour migrants, « le regard des autres, l'identité pour autrui, sont des composantes fondamentales du sentiment d'efficacité parentale; se sentir être un "bon parent", c'est en grande partie avoir été reconnu ou désigné comme tel sur la scène sociale<sup>42</sup> ».
- 64 À ce propos, les femmes interrogées affichent généralement un sentiment de compétence parentale positif, qui ne semble pourtant pas devoir être explicité. Cela peut être interprété comme le désir d'apparaître sous un jour favorable, étant donné les conditions particulières dans lesquelles elles exercent leur parentalité. Notons que des parents plus favorisés ne semblent pas davantage enclins à une auto-évaluation détaillée dans ce

domaine. Comme l'ont montré C. Bouissou et G. Bergonnier-Dupuy<sup>43</sup>, ils n'y accordent que peu d'intérêt, suggérant que l'amour à l'égard de l'enfant ainsi que l'expérience spontanée de la parentalité induisent une capacité à répondre à ses besoins.

- 65 D'une manière plus générale, l'ensemble de ces résultats ne peut qu'interroger le poids des contraintes institutionnelles sur les familles au regard, en particulier, de la mission d'insertion des CHRS. Du point de vue des conditions matérielles et de l'organisation, les professionnels eux-mêmes n'y manquent pas, amenant certains établissements à proposer de nouvelles modalités de fonctionnement<sup>44</sup>. Ils y sont encouragés également par la Loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et l'action médicosociale qui définit les droits individuels des usagers, notamment le droit à la dignité, l'intégrité, la vie privée et la sécurité, ainsi que le droit à la confidentialité des informations les concernant.
- 66 Concernant la prise en compte de l'être-parent dans les pratiques professionnelles, orientées massivement vers l'insertion socioprofessionnelle, notons que la tendance remarquée auprès des femmes à situer ces questions dans un domaine privé, renvoie à certaines réticences des travailleurs sociaux à ce sujet<sup>45</sup>. Il semble en effet que la conception de l'intervention sociale repérée par P. Vidal-Naquet dans les structures accueillant des femmes sans abri, comme favorisant « la construction de soi, l'exercice des libertés individuelles ainsi que la réalisation de ses propres choix<sup>46</sup> » et neutralisant l'appartenance de sexe, puisse être à l'œuvre dans des termes proches lorsqu'il s'agit d'aborder la parentalité.
- 67 Les travailleurs sociaux se trouvent pris dans une certaine contradiction, en quête d'un compromis acceptable. D'une part, on observe chez eux une réticence à dépasser le cadre de la mission principale pour laquelle ils sont mandatés (l'insertion socioprofessionnelle) et à s'exposer au risque de s'immiscer abusivement dans la sphère privée, associé au rejet d'une assimilation systématique entre difficultés socioéconomiques et difficultés parentales<sup>47</sup>. D'autre part, la frontière ténue entre l'intime et le public en institution<sup>48</sup> rend incontournable le regard sur les soins et l'éducation donnés à l'enfant. Cette tension nous paraît contribuer au sentiment de malaise exprimé par les équipes lors du repérage et du signalement des situations de maltraitements parentaux. Le cadre administratif et juridique des CHRS ne prévoit pas en effet d'habilitation dans les mesures de protection de l'enfance, mais cela ne s'oppose en rien à la question de la prévention.
- 68 De fait, un soutien aux parents peut légitimement s'inscrire dans cette perspective. Différentes initiatives ont ainsi pu se mettre en place autour l'accueil de l'enfant (nomination d'un référent-enfant, création de modes de garde, et d'espaces ludiques ou de convivialité...) et du maintien des relations avec le parent non-gardien, c'est-à-dire généralement le père (lieux d'accueil parents-enfants, médiation familiale, facilitation de l'exercice du droit de visite...). Mais, bien qu'une évolution notable des pratiques professionnelles en la matière se constate ces dernières années, des réserves perdurent.
- 69 Pourtant, comme le souligne D. Pioli, cette notion de soutien à la parentalité ne renvoie pas « systématiquement à des logiques d'actions tutélaires et répressives<sup>49</sup> » et, si une forme de contrôle subsiste, « il s'agit à présent d'assurer à la fois l'ordre et le changement social dans une perspective particulière qui cherche à concilier l'émancipation des parents, la libération de l'enfant, et le maintien au moins temporaire, de certaines sécurités et solidarités antérieures<sup>50</sup> ».

- 70 À ce propos, on ne peut que remarquer le faible intérêt, si ce n'est la réserve, des travailleurs sociaux à l'égard des réseaux de sociabilité, à l'intérieur des institutions comme à l'extérieur, malgré le soutien que ces derniers peuvent apporter, notamment en matière d'activité parentale d'éducation. La réglementation des visites dans les espaces privatifs et celle des heures de sorties ou des absences pour quelques jours, tout comme l'entraide entre résidents, qui n'est pas encouragée, en sont quelques exemples<sup>51</sup>. Cette distanciation, qui relève d'une conception des interventions sociales orientée vers la promotion de l'individu, est aussi l'expression d'une prudence envers une collaboration avec l'entourage des femmes. Soulignons au passage qu'une telle collaboration supposerait un travail non négligeable de négociation, car les valeurs et les pratiques éducatives sont susceptibles de différer très sensiblement entre le réseau social primaire des familles et les professionnels<sup>52</sup>.
- 71 Pourtant, l'insertion sociale ne se réalise par uniquement sur l'axe socioprofessionnel, mais aussi sur l'axe sociofamilial<sup>53</sup>. Dans ce moment de transition où les repères sont fluctuants, il se pourrait que, pour ces femmes, l'identité parentale soit le point d'ancrage le plus susceptible d'assurer une continuité car le rôle de mère cristallise leurs préoccupations les plus immédiates, entre le désir de sortir de la précarité et la nécessité d'assurer le quotidien auprès des enfants. La recomposition de leur identité parentale les mobilise dans l'ici et maintenant, alors que les autres identités peuvent être seulement visées, leur appropriation étant renvoyée dans un futur plus ou moins éloigné.
- 72 Cependant, la mesure de l'ampleur des remaniements identitaires à opérer pour les femmes n'est pas forcément aisée à saisir pour les professionnels, ni celle des changements à réaliser, en parallèle – et même souvent en préalable – des démarches d'insertion professionnelle et sociale<sup>54</sup>. Les travailleurs sociaux des CHRS ne disposent pas non plus de tous les moyens nécessaires pour répondre à la complexité de ces situations. En outre, l'engorgement actuel des dispositifs d'accueil et d'hébergement n'incite pas à un prolongement des prises en charge qui donnerait aux femmes le temps d'aborder les unes après les autres les difficultés à surmonter.
- Conclusion
- 73 Bien que les questions concernant la parentalité ne soient pas incluses dans les missions des CHRS, il apparaît très nettement que les interventions au titre de l'aide à l'hébergement social ne restent pas sans effet sur l'identité parentale. Les résultats de l'enquête indiquent globalement que la dynamique d'insertion impulsée par le séjour en CHRS est une donnée constamment présente durant cette transition et qu'elle influence l'identité parentale, par de multiples biais. Le fait d'être parent, ainsi que la présence de l'enfant, sont également des moteurs de l'insertion, même si l'idée que les femmes se font de cette dernière ne coïncide pas toujours avec celle des professionnels. L'importance constatée du vécu institutionnel en lien avec la parentalité, attire néanmoins l'attention sur la nécessité de poursuivre les recherches dans cette direction, en les articulant avec l'étude de dispositifs d'interventions socioéducatives visant à soutenir les parents dans leurs tâches éducatives. Des connaissances affinées sur les besoins des femmes à ce niveau permettraient d'évaluer la pertinence de telles interventions et d'orienter les modalités de leur éventuelle mise en œuvre.
- 74 Par ailleurs, si l'attention s'est centrée sur le point de vue des mères, c'est parce qu'elles sont majoritairement concernées par la parentalité en CHRS. Or, ces établissements s'ouvrent progressivement aux couples avec enfants<sup>55</sup>, voire aux pères seuls accompagnés



d'enfant, et on peut se demander comment ces derniers vivent leur parentalité, dans ce cadre que les femmes décrivent comme contraignant. Certes, certains travaux<sup>56</sup> se sont intéressés aux pères hébergés en institution sociale, mais il s'agissait d'hommes ne vivant pas au quotidien avec leurs enfants. Concernant les pères hébergés avec leur enfant, seul ou en famille, les conditions de vie en institution affectent-elles leur identité parentale dans les mêmes termes que celle des mères ? Il est probable que la question de l'autorité, entre autres, se pose différemment pour eux, de même que leur positionnement face aux équipes socioéducatives, sachant que ces dernières sont souvent composées majoritairement de femmes<sup>57</sup>. Dans ce prolongement, les exigences de l'insertion<sup>58</sup> et les modèles valorisés par la société et relayés par les professionnels sont susceptibles d'influencer la répartition des rôles au sein du couple parental et conjugal. De telles évolutions mériteraient d'être étudiées aussi chez les pères, parallèlement à la perception de leur conjointe.

- 75 De telles perspectives de recherche se situent dans la continuité de notre objectif de départ, qui était de mieux appréhender le point de vue des femmes sur leur parentalité s'exerçant dans le cadre d'un hébergement social. Ceci rejoint la préoccupation, repérable actuellement dans le champ du social, de mieux prendre en compte les besoins et les attentes des usagers dans l'élaboration des dispositifs qui leurs sont destinés<sup>59</sup>. À cet égard, notre étude n'avait pas vocation à solliciter directement l'avis des femmes sur les interventions socioéducatives s'adressant à elles. En revanche, en se centrant sur le repérage des déterminants de l'identité parentale, elle participe à une meilleure connaissance des conditions de l'exercice de la parentalité, dans un contexte institutionnel où prime le projet d'insertion. Par la mise en évidence des problématiques rencontrées par les femmes, nous espérons apporter une contribution à la réflexion sur les pratiques professionnelles en CHRS.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Adish (Carole), Gez-M'Bembo (Dorinne), « Un "atelier pères" : aménagement de la parentalité, restauration d'une image et d'une sociabilité », in Tillard (Bernadette) [coord.], *Groupes de parents*, Paris, l'Harmattan, 2003.
- Amistani (Carole), « Les femmes sans domicile : domination sociale et ambiguïté de la prise en charge », in Gaboriau (Patrick) et Terrolle (Daniel) [dir.], *Ethnologie des sans-logis*, Paris, l'Harmattan, 2003.
- Belsky (Jay), « The determinants of parenting : A process model », *Child development*, n° 55, p. 83-96, 1984.
- Bessin (Marc), « Le travail social est-il féminin ? », in Ion (Jacques), *Le travail social en débat(s)*, Paris, la Découverte, 2005.
- Boulhabel-Villac (Yeza), « Les familles immigrées et l'intégration », in de Singly (François) [dir.], *Famille : l'état des savoirs*, Paris, la Découverte, 1991.



Castel (Robert), Haroche (Claudine), *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001.

Castel (Robert), « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle », in Donzelot (Jacques) [dir.], *Face à l'exclusion, le modèle français*, Paris, éditions Esprit, 1991.

Castel (Robert), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

Cazals (Marie.-Pierre.), Cascino (N.), « Étude de l'estime de soi comme indicateur de la variabilité des réactions psychologiques à la privation d'emploi », in Bolognini (Monique) et Prêteur (Yves) [dir.], *Estime de soi, perspectives développementales*, Neuchatel-Paris, Delachaux et Niestlé, 1998.

Célérier (Sylvie), *Marges du travail et pauvreté. Enquête auprès de femmes hébergées dans des structures d'urgences*, Cahiers d'Évry, centre Pierre Naville, 2003.

Corbillon (Michel), « Réseau social et interventions socio-éducatives », *Les Sciences de l'éducation. Pour l'ère nouvelle*, vol. 33, n° 4, p. 135-157.

D'Haene (Michel), « Approche clinique au centre d'accueil familial "Cap-Ferret" à Roubaix », in Ben Soussan (Patrick) [dir.], *La parentalité exposée*, Ramonville-Saint-Agne, Erès, p. 55-72, 2000.

Deligne (Isabelle), « Une action communautaire en partenariat avec les familles en situation de grande pauvreté », in Gabel (Marceline), Jésus (Frédéric), Manciaux (Michel), *Bientraitances. Mieux traiter parents et professionnels*, Paris, Fleurus, 2000.

Dubar (Claude), *La socialisation, construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 1991.

Dubar (Claude), « Socialisation et processus », in Paugam (Serge), *L'exclusion, état des savoirs*, Paris, la Découverte, 1995.

Durning (Paul), « De la substitution à la formation parentale. Émergence d'une approche socio-éducative de la parentalité », in Fablet (Dominique) [coord.], *Les interventions socio-éducatives*, Paris, l'Harmattan, 2000.

FNARS, « Pour un meilleur soutien à la parentalité : analyse transversale des échanges et pratiques dans nos régions », *Recueils & documents*, n° 31, avril 2005.

Godin (Édith), *C'est quoi un père ?*, association La Pose, Valenciennes, 1999.

Henrion (Roger), *Les femmes victimes de violences conjugales, le rôle des professionnels de santé*, ministère délégué de la Santé, Paris, la Documentation française, 2001.

Houzel (Didier) [dir.], *Les enjeux de la parentalité*, Ramonville-Saint-Agne, Erès, 1999.

Kaufmann (Jean-Claude), *L'invention de soi*, Paris, Armand Colin, 2004.

Le Bossé (Yann), « Le pouvoir d'agir (*empowerment*) des personnes et des communautés », in Dufort (Francine), Guay (Jérôme), *Agir au cœur des communautés. La psychologie communautaire et le changement social*, Laval (Québec), les Presses universitaires de Laval, 2001.

Mackiewicz (Marie-Pierre), « Requalification paternelle/cadre associatif et modalités d'intervention pour un "atelier pères" », in Tillard (Bernadette) [coord.], *Groupes de parents*, Paris, l'Harmattan, 2003.

Marpsat (Maryse), « Un avantage sous contrainte. Le risque moindre pour les femmes de se retrouver sans abri », *Population*, n° 54, 1999.

Naves (Pierre), Cathala (Bruno), Deparis (Jean-Marie), *Accueil provisoire et placement d'enfants et d'adolescents : des décisions qui mettent à l'épreuve le système de protection de l'enfance et de la famille*, rapport de l'inspection générale des Affaires sociales et de l'inspection générale des Affaires judiciaires, juin 2000.

Neyrand (Gérard), « La parentalité comme dispositif. Mise en perspective des rapports familiaux et de la filiation », *Recherches familiales*, n° 4, « La filiation recomposée : origines biologiques, parenté et parentalité », UNAF, 2007.

Neyrand (Gérard), Rossi (Patricia), *Monoparentalité précaire et femme sujet*, Ramonville-Saint-Agne, Erès, 2004.

Neyrand (Gérard), *Préserver le lien parental. Pour une prévention psychique précoce*, Paris, PUF, 2004.

Paugam (Serge) [dir.], *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, la Découverte, 1995.

Paugam (Serge), *La disqualification sociale : essais sur la nouvelle pauvreté*, Paris, PUF, 1991.

Pioli (David), « Le soutien à la parentalité : entre émancipation et contrôle », *Sociétés et jeunesses en difficulté*, 1, <http://sejed.revues.org/document106.html>.

Rostaing (Corinne), *La relation carcérale*, Paris, PUF, 1997.

Saurel-Cubizolles (Marie-Josèphe), Blondel (Béatrice), Lelong (Nathalie), Romito (Patrizia), « Violence conjugale après une naissance », *Contraception, fertilité, sexualité*, vol. 25, 2, 1997, p. 159-164.

Schwartz (Olivier), *Le monde privé des ouvriers : hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990.

Terrisse (Bernard), Dansereau (Stéphanie), *La taxonomie des objectifs d'éducation et de soutien parental*, Saint-Sauveur, éditions du Ponant, 1998.

Thalineau (Alain), « L'hébergement social : espaces violés, secrets gardés », *Ethnologie française*, xxxii, 1, 2002, p. 41-48.

Thiery (Nathalie), *La parentalité dans le processus de réinsertion des femmes accueillies avec leur enfant en CHRS : le point de vue des professionnels*, mémoire de maîtrise, université Paris X-Nanterre, département de sciences de l'éducation, 2002.

Vanovermeir (Solveig), « Les établissements accueillant des adultes et des familles en difficulté sociales », *Études et Résultats*, n° 507, direction de la Recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, juillet 2006.

Vanovermeir (Solveig), Mainguené (Alice), Bertrand (Dominique), « Les établissements pour adultes et familles en difficulté sociale », direction de la Recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, *Série Statistiques*, n° 119, novembre 2007.

Vidal-Naquet (Pierre), « Les femmes SDF dans le système assistanciel », in Ballet (Danielle) [dir.], *Les SDF. Visibles, proches, citoyens*, Paris, PUF, 2005.

## NOTES

1. Direction de la Recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques du ministère chargé des Affaires sociales.

2. Solveig Vanovermeir, « Les établissements accueillant des adultes et des familles en difficulté sociale », *Études et résultats* n° 507, direction de la Recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, juillet 2006.

3. Parmi eux, signalons la commande de recherche adressée par la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale à l'équipe Éducation familiale et interventions sociales en direction des familles, du département de Sciences de l'éducation de l'université Paris x-Nanterre, dans le cadre d'un programme visant à favoriser la parentalité des familles sans domicile ou sans ressources et consacrée aux attentes des familles hébergées (Arnaud Chatenoud et Michel Corbillon, *Familles en CHRS : soutien social, parentalité, et pratiques professionnelles*, rapport de recherche, 2002).
4. *L'identité parentale en situation de précarité : le point de vue de femmes accueillies en centre d'hébergement et de réinsertion sociale*, sous la direction de Michel Corbillon et Geneviève Bergonnier-Dupuy, université de Paris x-Nanterre.
5. Ces critères étaient la présence d'un enfant mineur auprès de la mère, la prise en charge sur une durée de plusieurs semaines, et une maîtrise minimum de la langue française.
6. Le nombre de femmes répondant favorablement à notre proposition a été de une à cinq par institution.
7. Parmi les 24 femmes, seulement deux sont originaires de France métropolitaine.
8. Claude Dubar, *La socialisation, construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 1991.
9. Gérard Neyrand, *Préserver le lien parental. Pour une prévention psychique précoce*, Paris, PUF, 2004 ; Gérard Neyrand, « La parentalité comme dispositif. Mise en perspective des rapports familiaux et de la filiation », *Recherches familiales*, n° 4 « La filiation recomposée : origines biologiques, parenté et parentalité », 2007, UNAF.
10. Didier Houzel (dir.), *Les enjeux de la parentalité*, Ramonville-Saint-Agne, Erès, 1999.  
Pour mémoire, les 3 axes de la parentalité selon les travaux de ce groupe sont : l'exercice, l'expérience et la pratique de la parentalité.
11. Jay Belsky, « The determinants of parenting : A process model », *Child development*, n° 55, 1984, p. 83-96 ; Bernard Terrisse, Stéphanie Dansereau, *La taxonomie des objectifs d'éducation et de soutien parental*, Saint-Sauveur, éditions du Ponant, 1998.
12. Maryse Marpsat, « Un avantage sous contrainte. Le risque moindre pour les femmes de se retrouver sans abri », *Population*, n° 54, 1999 ; Sylvie Célérier, *Marges du travail et pauvreté. Enquête auprès de femmes hébergées dans des structures d'urgences*, Cahiers d'Évry, centre Pierre Naville, 2003 ; Carole Amistani, « Les femmes sans domicile : domination sociale et ambiguïté de la prise en charge », in Patrick Gaboriau et Daniel Terrolle (dir), *Ethnologie des sans-logis*, Paris, l'Harmattan, 2003.
13. Pascale Donati, Suzanne Mollo, Alain Norvez, Catherine Rollet, *Les centres maternels : réalités et enjeux éducatifs*, Paris, l'Harmattan, 1999.
14. Corinne Rostaing, *La relation carcérale*, Paris, PUF, 1999.
15. Isabelle Deligne, Une action communautaire en partenariat avec les familles en situation de grande pauvreté, in Marcelline Gabel, Frédéric Jésus, Michel Manciaux, *Bientraitances. Mieux traiter familles et professionnels*, Paris, Fleurus, 2000.
16. Maryse Marpsat, *op. cit.*
17. Carole Amistani, *op. cit.*
18. Sylvie Célérier, *op. cit.*
19. Marie-Josèphe Saurel-Cubizolles, Béatrice Blondel, Nathalie Lelong, Patrizia Romito, « Violence conjugale après une naissance », *Contraception, fertilité, sexualité*, vol. 25, 2, 1997, p. 159-164 ; Roger Henrion, *Les femmes victimes de violences conjugales, le rôle des*

*professionnels de santé*, ministère délégué de la Santé, Paris, la Documentation Française, 2001.

20. Cela est particulièrement sensible dans les établissements où les espaces sont communs (hébergement, sanitaires, cuisine ou salle de visites), et où les moments de la vie quotidienne (repas, détente...) se déroulent également collectivement.

21. Serge Paugam, *La disqualification sociale : essais sur la nouvelle pauvreté*, Paris, PUF, 1991.

22. C'est le cas de l'élaboration du projet d'insertion, ou du prolongement de leur prise en charge administrative.

23. Serge Paugam, *op. cit.*

24. Pascale Donati, Suzanne Mollo, Alain Norvez, Catherine Rollet, *op. cit.*

25. Cette seconde forme de différenciation s'apparente à ce que Jean-Claude Kaufmann désigne comme un retournement du stigmate : se comparer à des personnes plus défavorisées que soi permet de s'en dégager (*L'invention de soi*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 212).

26. L'assistance différée correspond à une phase d'apprentissage du statut d'assisté. Elle se caractérise par le refus d'un suivi régulier par les services sociaux, et les demandes d'aide sont vécues douloureusement. La dépendance envers les travailleurs sociaux est assez forte mais les personnes ne se reconnaissant pas dans le statut d'assisté, elles ont une forte motivation au travail. Dans la phase d'assistance installée, sous l'effet du découragement, les individus s'identifient progressivement au statut d'assisté, la motivation à l'emploi s'affaiblit et des rationalisations commencent à s'élaborer afin de justifier l'assistance. Les relations avec les travailleurs sociaux font l'objet de stratégies. L'assistance revendiquée est le dernier stade de la carrière d'assisté où la motivation à l'emploi a disparu et où la dépendance envers les travailleurs sociaux est très forte. La relation avec ces derniers se dégrade et les rationalisations de l'assistance se développent. Il se produit alors une intégration de la logique de l'assistance (Serge Paugam, *op. cit.*).

27. Cette évolution du rapport à la situation d'adversité au long du séjour peut être rapprochée des résultats d'une étude consacrée aux variations de l'estime de soi relevées chez des femmes en réaction à une privation d'emploi. Les auteures établissent que les femmes au chômage depuis 6 à 12 mois « ont l'estime de soi la plus élevée alors que celles au chômage depuis moins de 6 mois ont la plus faible et celles au chômage depuis plus de 12 mois un niveau intermédiaire », c'est-à-dire qu'il se produit d'abord une phase de choc où les personnes sont fortement affectées, puis vient une phase d'optimisme ou de minimisation, et enfin arrive une phase d'acceptation/minimisation où la situation de chômage se prolongeant, elles perdent confiance en elles et se montrent de plus en plus affectées, du point de vue de leur bien-être psychologique et de leur estime de soi. (M.-P. Cazals, N. Cascino, « Étude de l'estime de soi comme indicateur de la variabilité des réactions psychologiques à la privation d'emploi », in Monique Bolognini et Yves Prêteur (dir.), *Estime de soi, perspectives développementales*, Neuchâtel-Paris, Delachaux et Niestlé, 1998, p. 281).

28. Olivier Schwartz, *Le monde privé des ouvriers : hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990 ; Serge Paugam, *op.cit.*

29. Telle l'absence de mobilier adapté aux enfants, qui entrave leur acquisition de l'autonomie pour les repas, par exemple. Ou bien le fait de vivre dans une seule pièce, qui empêche le respect des rythmes propres aux petits et entraîne, pour les plus grands, une impossibilité de s'isoler pour le travail scolaire.

30. Il s'agit là de l'interprétation du vécu des enfants par les femmes, à partir des propos de ces derniers ou de l'observation de leurs comportements, puisque les enfants n'ont pas

été interrogés dans le cadre de cette étude. La description de ce vécu est par conséquent influencée par la propre perception de la prise en charge de la mère. Ce phénomène a été très nettement mis en évidence par Arnaud Chatenoud dans son travail sur les attentes des familles hébergées en CHRS (*Interventions socio-éducatives : le point de vue des usagers*, Paris, Matrice, 2004, p. 169-173).

**31.** Alain Thalineau, analysant les conséquences d'une perte du contrôle du regard d'autrui sur soi en CHRS, et les ressources que les hébergés déploient pour maintenir une intimité, rappelle que les violations de ce territoire sont des atteintes à un « lieu sécurisant, qui permet à l'être social de se définir dans la permanence » (Alain Thalineau, « L'hébergement social : espaces violés, secrets gardés », *Ethnologie française*, XXXII, 1, 41-48, p. 4).

**32.** Arnaud Chatenoud et Michel Corbillon ont fait le même constat. Voir *Familles en CHRS...* *op. cit.*

**33.** Dans les faits, il arrive cependant que les CHRS soient sollicités par les magistrats ou les services d'action sociale pour offrir un cadre protégeant à des familles en grande difficulté. Le rapport Naves-Cathala a d'ailleurs souligné la pertinence de l'intervention des CHRS en matière de protection de l'enfance en tant qu'alternative au placement, permettant d'éviter la séparation des familles, et plus particulièrement celle de l'enfant et de ses parents (Pierre Naves, Bruno Cathala, Jean-Marie Deparis, *Accueil provisoire et placement d'enfants et d'adolescents : des décisions qui mettent à l'épreuve le système de protection de l'enfance et de la famille*, rapport de l'inspection générale des Affaires sociales et de l'inspection générale des Affaires judiciaires, juin 2000). L'article L311-9 du Code de l'action sociale et des familles mentionne à cet égard le droit à une vie familiale pour les personnes accueillies dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux, et incite à rechercher « une solution évitant la séparation » des membres des familles accueillies, en prévoyant que « chaque schéma départemental des centres d'hébergement et de réinsertion sociale évalue les besoins en accueil familial du département et prévoit les moyens pour y répondre ».

**34.** La prise en charge des familles relève de la double compétence, d'une part de l'État, pour le financement et le contrôle des CHRS et donc des situations des parents, et d'autre part des départements pour ce qui concerne la prise en charge et la protection de l'enfance, et leur financement. La circulaire du 14 mai 1991 relative aux missions des CHRS demande qu'une double habilitation par l'État et le département soit recherchée pour les familles accueillies, mais il semble que, concrètement, la cohabitation de deux modes de gestion différents soit difficile à mettre en œuvre. Voir également la FNARS, « Pour un meilleur soutien à la parentalité : analyse transversale des échanges et pratiques dans nos régions », *Recueils & documents*, n° 31, avril 2005.

**35.** Le parallèle peut être fait avec les instances de participation des usagers, telles que les réunions de régulation de la vie collective, qui sont perçues comme des pseudo lieux de parole, où le rapport dissymétrique professionnels/usagers continue de se manifester.

**36.** Cette préoccupation se traduit par des modalités diverses selon les CHRS. Il peut s'agir d'interventions relativement classiques sous forme de discussions à propos des enfants entre le référent et les parents, de manière informelle ou dans le cadre d'entretiens consacrés à un bilan de la situation globale de la famille. Ou de la mise en place d'un partenariat avec des structures d'accueil pour les enfants (centres de PMI, modes de garde, centres de loisirs ou établissements scolaires). Cela concerne également, au sein des institutions, la création d'espaces de jeu ouverts aux enfants accompagnés d'un

parent, voire d'un mode de garde ponctuel, ou encore des sorties familiales organisées par les équipes socioéducatives.

37. Des entretiens menés auprès d'éducateurs et de travailleurs sociaux en centres d'accueil de personnes sans abri, Pierre Vidal-Naquet retient que « pour les femmes le modèle de référence n'est pas celui de la femme au foyer, mais au contraire celui de la femme autonome et indépendante qui dispose de ses propres ressources et qui – grâce à la contraception – parvient à la maîtrise de son propre corps » (« Les femmes SDF dans le système assistanciel », in Danielle Ballet (dir.), *Les SDF. Visibles, proches, citoyens*, Paris, PUF, 2005, p. 172).

38. Robert Castel, Claudine Haroche, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001, p. 61.

39. Alain Ehrenberg, *La fatigue d'être soi*, Odile Jacob, Paris, 1998.

40. Cette situation rappelle celle des femmes dans les familles algériennes primo-arrivantes, observée par Yeza Boulhabel-Villac au début des années 1990 (« Les familles immigrées et l'intégration », in François de Singly (dir.), *Famille : l'état des savoirs*, Paris, la Découverte, 1991). L'auteure note que « leur projet est un projet d'intégration par négociation entre tradition et modernité, plus qu'un projet de rupture avec la tradition » et que, dans ce contexte, les travailleurs sociaux « sont avant tout des informateurs et des contacts privilégiés avec la société française » (p. 79). Cependant, elle souligne que les femmes ne se rallient pas pour autant à leurs pratiques, ni à leur conception du monde.

41. Cf. Pascale Donati *et al.*, *op. cit.*

42. Benoît Demonty, Delphine Jouret, Jean-Pierre Pourtois, « Souffrances affectives, cognitives et sociales des parents en exil », *Pensée plurielle*, n° 8, De Boeck, Bruxelles, 2004, p. 55.

43. Christine Bouissou, Geneviève Bergonnier-Dupuy, « Une approche de l'expérience et de l'identité parentales, par l'étude des spécificités des discours des hommes et des discours des femmes », *Connexions*, n° 82, 2004, p. 185-201.

44. Voir « Le respect de l'intimité dans les structures qui hébergent des adultes », *Lien social*, n° 750, 15 avril 2004.

45. Lors d'une précédente enquête réalisée auprès de professionnels de CHRS, dans le cadre d'un mémoire de maîtrise (Nathalie Thiery, *La parentalité dans le processus de réinsertion des femmes accueillies avec leur enfant en CHRS : le point de vue des professionnels*, mémoire de maîtrise, université Paris X-Nanterre, département de Sciences de l'éducation, 2002), plusieurs affirmaient ce qui peut être résumé par les propos de l'un d'eux : « Nous nous adressons à des femmes que nous devons aider à se réinsérer... et il se trouve qu'elles ont des enfants ». Arnaud Chatenoud a recueilli le même type de remarque signalant qu'aux yeux des travailleurs sociaux, la mère s'efface derrière la femme (Arnaud Chatenoud, *Interventions socio-éducatives...*, *op. cit.*, p. 30). Il apparaît que la diffusion de la notion de parentalité dans le secteur du travail social, et la mise en œuvre de politiques sociales qui l'ont accompagnée ces dernières années, soient porteuses d'une évolution allant dans le sens d'interventions concernant davantage la fonction parentale et notamment le maintien du lien père-enfant. La confirmation de cette tendance se lit par exemple à travers les documents édités par la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) : « Les enfants et leur famille en centre d'hébergement », *Recueils et documents*, n° 31, 2005, 2006.

46. Pierre Vidal-Naquet, *op. cit.*, p. 171.

47. Cette position peut aboutir à une sous-estimation de l'impact de la précarité par les professionnels dans les prises en charge en protection de l'enfance. Voir Paul Durning, « De la substitution à la formation parentale. Émergence d'une approche socio-éducative de la parentalité », in Dominique Fablet (coord.), *Les interventions socio-éducatives*, Paris, l'Harmattan, 2000.
48. Alain Thalineau, *op. cit.*
49. David Pioli, « Le soutien à la parentalité : entre émancipation et contrôle », *Sociétés et jeunesses en difficulté*, 1, <http://sejed.revues.org/document106.html>, p. 6.
50. David Pioli, *op. cit.*, p. 7.
51. Voir Michel Corbillon, « Réseau social et interventions socioéducatives », *Les Sciences de l'éducation. Pour l'ère nouvelle*, vol. 33, n° 4, p. 135-157.
52. Cela apparaît fortement dans une série de résultats de l'étude en cours.
53. Robert Castel, « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle », in Jacques Donzelot (dir.), *Face à l'exclusion. Le modèle français*, Paris, éditions Esprit, 1991 ; Claude Dubar, « Socialisation et processus », in Serge Paugam, *L'exclusion, état des savoirs*, Paris, la Découverte, 1995.
54. Gérard Neyrand et Patricia Rossi, *Monoparentalité précaire et femme sujet*, Ramonville-Saint-Agne, Erès, 2004.
55. Michel D'Haene, « Approche clinique au centre d'accueil familial "Cap-Ferret" à Roubaix », in Patrick Ben Soussan (dir.), *La parentalité exposée*, Ramonville-Saint-Agne, Erès, 2000, p. 55-72.
56. Édith Godin, *C'est quoi un père ?*, association La Pose, Valenciennes, 1999 ; Carole Adish., Dorinne Gez-M'Bembo, « Un "atelier pères" : aménagement de la parentalité, restauration d'une image et d'une sociabilité », in Bernadette Tillard (coord.), *Groupes de parents*, Paris, l'Harmattan, 2003 ; Marie-Pierre Mackiewicz, « Requalification paternelle/cadre associatif et modalités d'intervention pour un "atelier pères" » in Bernadette Tillard, *ibid.*
57. Marc Bessin, « Le travail social est-il féminin ? », in Jacques Ion., *Le travail social en débat(s)*, Paris, la Découverte, 2005 ; Solveig Vanovermeir, Alice Mainguené, Dominique Bertrand, « Les établissements pour adultes et familles en difficulté sociale », DREES, *Série Statistiques*, n° 119, novembre 2007.
58. Dans les couples, il arrive que seule la femmes travaille, soit parce que sa situation personnelle lui permet parfois de trouver plus facilement du travail (meilleure maîtrise de la langue, papiers en règle), soit parce que le conjoint n'est pas en mesure d'occuper un emploi légalement déclaré. De plus, la faiblesse de leur réseau social amène souvent les parents à se relayer auprès des enfants ou à se soutenir mutuellement dans les tâches éducatives.
59. C'est d'ailleurs ce que préconise la Loi du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et l'action médico-sociale.

## RÉSUMÉS

Du fait de la féminisation de la précarité, l'hébergement de familles en centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) est une question actuelle dans ces institutions. Cet article s'intéresse

au point de vue de femmes accueillies en CHRS avec leurs enfant sur la question de leur identité parentale. Il présente quelques uns des résultats d'une recherche réalisée à partir de 24 entretiens semi-directifs auprès de mères d'enfants mineurs, vivant seules ou en couple. L'objectif est d'interroger l'incidence du recours à l'aide sociale et des conditions de vie pendant le séjour sur leur identité parentale. Les analyses présentées montrent que l'accès à la parentalité, puis l'exercice des fonctions parentales dans un contexte d'adversité, associés à une dépendance aux professionnels, affectent globalement les représentations de soi. En réaction aux contraintes institutionnelles, les femmes tentent de préserver l'intimité familiale et inscrivent l'éducation dans un registre privé. Cette attitude renvoie aux questionnements des équipes socioéducatives à propos de la pertinence d'interventions autour de la parentalité dans le cadre de la mission d'insertion dévolue à ces établissements.

### **The housing of women with children in CHRS : what are the consequences on the parental identity ?**

The growing number of women living in poor conditions makes the family housing in CHRS (centres d'hébergement et de réinsertion sociale) a current issue in those establishments. This article focuses an aspect of a study that tackles the parental identity of women living there, seen from their point of view. 24 semi-guided interviews were conducted with mothers of minor children, single or in couple. The aim is to draw the consequences on their parental identity of social help and living conditions during the stay. The analysis shows that the access to parenthood and its practice in a context of adversity, combined with a dependency on professionals, affect globally self-representations. In response to the institutional constraints, women try to protect the familial intimacy and place education in a private register. This echoes the questioning of social-educative teams on the relevance to intervene about parenthood, in such a frame as the insertion mission allotted to those establishments.

### **El alojamiento de madres con sus niños en CHRS : ¿cuales son las consecuencias sobre la identidad parental ?**

Los Centros de albergue e insercion social, se ven cada vez mas enfrentados al problema de pobreza en que viven las mujeres, y el alojamiento de familias es un tema preponderante en estas instituciones. Este articulo, presenta un aspecto de la investigacion sobre la identidad parental de las mujeres que alli habitan, a partir de sus testimonios y puntos de vista. 24 entrevistas semi-dirigidas se han llevado a cabo, a madres de niños menores, solas o en pareja. El objeto es de reflexionar sobre la incidencia del pedido de ayuda social y condiciones de vida, sobre la identidad parental de dichas mujeres. Los analisis presentados muestran que las mujeres tienen afectada la imagen de si mismas, ya que, en un contexto de adversidad, la relacion con los profesionales se transforma en una dependencia. Para reaccionar contra el marco de referencia institucional, a veces dificil de aceptar, las mujeres tratan de proteger la intimidad familiar y consideran la educacion como un aspecto privado, lo cual, pone a las instituciones y a los equipos educativos en un interrogante sobre la pertinencia de las intervenciones en torno a la parentalidad.

## INDEX

**Keywords :** mother/child, social housing, parental identity, parenthood, integration

**Mots-clés :** hébergement social, identité parentale, insertion, mère/enfant, parentalité

**Palabras claves :** albergue social, parentalidad, identidad parental, integración, madre/niño



## AUTEUR

### NATHALIE THIERY

Nathalie Thiery est actuellement chargée d'enseignement dans différents centres de formation en travail social (formations initiales d'éducateurs spécialisés et d'éducateurs de jeunes enfants). Elle a soutenu en juin 2008 une thèse de doctorat en sciences de l'éducation intitulée *L'identité parentale en situation de précarité : le point de vue des femmes accueillies en centre d'hébergement et de réinsertion sociale*, sous la direction de Michel Corbillon et Geneviève Bergonnier-Dupuy, à l'université Paris X-Nanterre (équipe Éducation familiale et interventions sociales auprès des familles du Centre de recherche éducation et formation/cref-éa 1589). Publications : « Femmes hébergées et professionnels, regards croisés sur la parentalité en chrs : quelles interventions socio-éducatives ? *Vie sociale*, Cédias-Musée social, juin 2008 ; « Des femmes hébergées en institutions sociales : une identité parentale à (ré)inventer, cadmo, *Giornale Italiano di Pedagogia Sperimentale, an International Journal of Educational Research*, anno xvi, 1, 2008 ; « Identité parentale et insertion sociale en centre d'hébergement et de réinsertion sociale : le rôle de l'enfant accompagnant sa mère », *Les Sciences de l'éducation. Pour l'ère nouvelle* (à paraître).